

**portant fin de mandat de la Vice-présidente du Conseil
d'administration en charge de la formation et de la vie
universitaire**

Point inscrit à l'ordre du jour n° 2

Conseil d'administration du 12 mai 2022

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2, L. 712-3 et L. 712-4 ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 20-05-2021 de l'Université de La Réunion en date du 20 mai 2021 portant élection de Monsieur Frédéric MIRANVILLE à la présidence de l'Université de La Réunion ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 201-74 portant élection de Madame Marceline DUCROCQ-GRONDIN, Maître de conférences, à la Vice-présidence du Conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire (VPCA-FVU) ;

Considérant que les conditions de quorum sont réunies pour que le Conseil d'administration puisse délibérer valablement ;

Considérant les éléments factuels présentés en séance du Conseil d'administration ;

Considérant l'intervention de Madame Marceline DUCROCQ-GRONDIN devant les membres du Conseil d'administration ainsi que les échanges circonstanciés et nourris qui s'en sont suivis ;

Sur proposition du Président de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration mettent fin au mandat de la Vice-présidente du Conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
N'ayant pas pris part au vote				4		
Nombre de voix	pour	20	contre	9	abstention(s)	0

Fait à Saint-Denis le **19 mai 2022**

Le Président de l'Université de La Réunion



Professeur Frédéric MIRANVILLE

20 MAI 2022

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le

20 MAI 2022



Voies et délais de recours

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former :

- soit un recours administratif, qui peut prendre la forme d'un recours gracieux, devant l'auteur de l'acte ou celle d'un recours hiérarchique devant l'autorité hiérarchique compétente. Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification du présent acte si vous souhaitez pouvoir former un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours gracieux. Celui-ci est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors de deux mois pour former un recours contentieux. Si une décision expresse vous est notifiée dans les quatre mois suivant la réception de votre recours gracieux par l'administration, vous disposerez alors d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cette décision expresse, pour former un recours contentieux.
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent acte.

Depuis le 1^{er} décembre 2018, vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Dans ce cas, vous n'avez pas à produire de copies de votre recours et vous êtes assurés d'un enregistrement immédiat, sans délai d'acheminement.